ORGANISING INTERNATIONAL SOLIDARITY

solidar NETWORK

# FORMULAIRE DE DEMANDE 2022

## 1. Informations générales de l'organisation

| | |
|---|---|
| **Demandeur: nom complet de l'organisation, adresse et pays. Ajouter un site Web le cas échéant** | Union des Syndicats des Travailleurs du Niger (USTN) Bourse de travail Boureima Mainassara Grand Marché BP 388 Niamey Niger. Email : ustnniger@rocketmail.com |
| **Numéro d'enregistrement légal** | |
| **Date d'enregistrement** | |
| **Représentant légal du demandeur: nom, prénom, fonction, adresse e-mail, téléphone professionnel, portable** | Alain Irenee Pascal Adikan, Secretaire Général, adikanalain@yahoo.fr, +227 90 45 75 15 |
| **Personne de contact (si différente du représentant légal): nom, prénom, fonction, adresse e-mail, téléphone professionnel, portable** | |
| **Type d'Organisation** | Allié ***Liste déroulante/case à cocher – Les candidats ne peuvent pas en choisir plus d'un*** |
| **Si vous êtes membre d'un membre SOLIDAR, spécifiez quel membre** | |
| **Veuillez donner un exemple d'action de plaidoyer menée par votre organisation.** | Conférence sous régionale sur « le Travail décent pour tous et pour toutes » tenue à Niamey au Niger du 23 au 24 Septembre 2020 |
| **Donnez un exemple de la manière dont votre organisation garantit une prise de décision démocratique** | Élection des membres du Bureau Executif National tous les 4 ans au Congrès Ordinaire et Tenue des sessions hebdomadaires du Bureau Exécutif National |
| **Co-demandeur: nom complet de l'organisation, adresse et pays. Ajouter un site Web le cas échéant** | Nexus Solidarietà Internazionale Emilia Romagna, via G. Marconi 69 Bologna Italie, www.nexusemiliaromagna.org |
| **Numéro d'enregistrement légal** | ONG reconnue par le Ministère des affaires étrangères avec le D.M.n. 2007/337/000324/4 du 6/2/2007 et inscrit dans la liste des OSC de 'Agence italienne pour la coopération au développement avec le décret n. 2016/337/000236/2 du 4/4/2016 |
| **Date d'enregistrement** | |
| **Représentant légal du demandeur: nom, prénom, fonction, adresse e-mail, téléphone professionnel, portable** | Fiorella Prodi, Présidente, fiorella.prodi@er.cgil.it, +39051294775 |
| **Personne de contact (si différente du représentant légal): nom, prénom, fonction, adresse e-mail, téléphone professionnel, portable** | Sabina Breveglieri, Responsable area, sabina.breveglieri@er.cgil.it, +39051294775,+393339131867 |
| **Type d'Organisation** | Membre SOLIDAR ***Liste déroulante/case à cocher – Les candidats ne peuvent pas en choisir plus d'un*** |
| **Si vous êtes membre d'un membre SOLIDAR, spécifiez quel membre** | |
| **Veuillez donner un exemple d'action de plaidoyer menée par votre organisation.** | Plateforme multiacteur en Tunisie pour les droits économiques et sociales des ouvrieres agricoles, avec gouvernement, syndicats et OSC. |
| **Donnez un exemple de la manière dont votre organisation garantit une prise de décision démocratique** | Élection du Comité d'Administration par l'Assemblée des membres |
| **Co-demandeur: nom complet de l'organisation, adresse et pays. Ajouter un site Web le cas échéant** | Confederazione Generale Italiana del Lavoro -CGIL, Corso Italia, 25 Roma Italie. Www.cgil.it |
| **Numéro d'enregistrement légal** | N. PIC 994798051 |
| **Date d'enregistrement** | 2009 |
| **Représentant légal du demandeur: nom, prénom, fonction, adresse e-mail, téléphone professionnel, portable** | |
| **Personne de contact (si différente du représentant légal): nom, prénom, fonction, adresse e-mail, téléphone professionnel, portable** | Salvatore MARRA, Coordinateur department politiques europeennees et internationales, s.marra@cgil.it, +39 3463632194 |
| **Type d'Organisation** | Membre SOLIDAR ***Liste déroulante/case à cocher – Les candidats ne peuvent pas en choisir plus d'un*** |
| **Si vous êtes membre d'un membre SOLIDAR, spécifiez quel membre** | |
| **Veuillez donner un exemple d'action de plaidoyer menée par votre organisation.** | Étant le syndicat plus représentatif italien, CGIL mène les négociations dans le cadre du Dialogue Sociale sur toutes les conventions collectives de tout secteur d'activité |
| **Donnez un exemple de la manière dont votre organisation garantit une prise de décision démocratique** | Élection des membres des Bureaux Exécutifs (national, régionaux confédérales et sectoriels) tous les 4 ans |

## 2. Elaboration de l'action

| | |
|---|---|
| **Si vous avez eu des réunions de coordination (virtuelles ou face à face) avec des membres et/ou partenaires de SOLIDAR pour préparer la proposition, indiquez la (les) date(s) et fournissez un bref résumé.** | Des réunions virtuelles sont organisées de façon régulière entre USTN, CGIL et Nexus pour le suivi des activités au Niger et au Sénégal qui concernent les droits de travailleur.euse.s migrant.e.s et pour le suivi de l'implementation des agendas nationaux assortis de l'étude du 2021 « SYNDICATS ET MIGRATIONS DANS L'AFRIQUE DE L'OUEST : PROBLÈMES, DÉFIS, PROPOSITIONS POUR UN AGENDA SYNDICAL. Les cas du Mali, du Niger et du Sénégal ». Des la sortie de l'appel à proposition OIS 2022 des réunions ont été organisées pour identifier la stratégie du présent projet avec le but de renforcer le plaidoyer à niveau CEDEAO. |
| **Organisations qui ont participé au développement de l'action** | CGIL, Nexus, CARISM – Comité d'Action et Reflexion sur la Migration Sénégal |
| **Organisations qui contribueront à la mise en œuvre de l'action qui ne sont pas des candidats principaux ou des codemandeurs** | CARISM – Comité d'Action et Reflexion sur la Migration / Sénégal ; ASNAM - Alliance Syndicale Nationale Migration / Mali ; UNSTB et CSA / Bénin |
| **Expliquez comment le partenariat a été créée et comment la proposition a été acceptée.** | Le partenariat se fonde sur des relations étroites à niveau de Réseau Syndical Migrations Méditerranéennes et Subsahariennes – RSMMS, dont tous les partenaires font partie et spécifiquement sur les relations de travail menées dans le cadre de projets OIS 2020 et 2021 qui ont mis en place la Conférence sous régionale sur « le Travail décent pour tous et pour toutes » tenue à Niamey au Niger du 23 au 24 Septembre 2020 et la recherche « SYNDICATS ET MIGRATIONS DANS L'AFRIQUE DE L'OUEST : PROBLÈMES, DÉFIS, PROPOSITIONS POUR UN AGENDA SYNDICAL. Les cas du Mali, du Niger et du Sénégal » qui a permis d'établir des agenda nationaux et une agenda régionale CEDEAO. En plus avec Nexus y existent de relations de coopération internationale depuis 2018 avec CARISM et USTN dans le cadre de la promotion du Travail Décent des migrant.e.s, le renforcement de capacités des syndicat.s pour adresser la question et d'autres activités. |

## 3. Descripción de l'action

| | |
|---|---|
| **Lot: cochez la case appropriée pour le lot spécifique que vous demandez** | 2 ***Liste déroulante/case à cocher – Les candidats ne peuvent pas en choisir plus d'un*** |
| **Pour les propositions du lot 2: préciser les pays impliqués dans l'action** | Niger, Sénégal, Mali, Bénin |
| **Pour les propositions relevant du Lot 3 : préciser s'il s'agit du Lot 3.1 ou du Lot 3.2** | |
| **Titre de l'action** | **Plaidoyer pour les droits des migrant.e.s en Afrique de l'Ouest** |
| **FOCUS THÉMATIQUE DE L'ACTION: décrivez comment ce projet abordera l'accent thématique sur les droits sociaux et économiques dans le cadre de l'Agenda 2030 (mentionnez les ODD auxquels votre action contribuera https://www.un.org/sustainabledevelopment/development-agenda/)** | L'ODD 8 «Travail décent et croissance économique» dans le but de promouvoir une croissance économique inclusive et durable, l'emploi et le travail décent pour tous est un objectif incontournable quand il s'agit de mobilité humaine et on concentre l'attention à la migration circulaire qui est le vrai phénomène migratoire qui intéresse l'Afrique de l'Ouest.<br>Dans ce cadre les cibles suivants sont les plus contraignants pour notre projet :<br>8.5 D'ici à 2030, parvenir au plein emploi productif et garantir à toutes les femmes et à tous les hommes, y compris les jeunes et les personnes handicapées, un travail décent et un salaire égal pour un travail de valeur égale.<br>La grande majorité des migrant.e.s en Afrique de l'Ouest exercent leurs activités dans l'économie informelle, soit pour des raisons contextuelles liées à la situation générale du marché du travail des pays subsahariens, soit pour une sorte d'invisibilité qui leur concerne, victimes de tracasseries et pas sujets de droits. A cela s'ajoute la crise sanitaire de COVID-19 qui a impacté sur les économies et les emplois déja faibles. Le soutien au travail décent devient essentiel pour le développement des pays d'origine, transit et destination des migrations.<br><br>8.7 Prendre des mesures immédiates et efficaces pour supprimer le travail forcé, mettre fin à l'esclavage moderne et à la traite d'êtres humains, interdire et éliminer les pires formes de travail des enfants, y compris le recrutement et l'utilisation d'enfants soldats et, d'ici à 2025, mettre fin au travail des enfants sous toutes ses formes.<br>Les migrant.e.s sont victimes de travail forcé et de traite, vu leur condition fragile dans les pays de transit et destination. Bien que la CEDEAO garantit la liberté de circulation, coupablement la politique d'externalisation des frontières de l'UE provoque des vraies situations d'exploitation des migrant.e.s qui vivent des situation de criminalisation.<br><br>8.8 Défendre les droits des travailleurs, promouvoir la sécurité sur le lieu de travail et assurer la protection de tous les travailleurs, y compris les migrants, en particulier les femmes, et ceux qui ont un emploi précaire.<br>L'Agenda 2030 du développement durable reconnaît pour la première fois la contribution que la migration peut apporter au développement durable dans toutes ses dimensions. La migration est en fait une question transversale, pertinente pour tous les ODD et la plupart de leurs cibles. Une gouvernance et des politiques de migration adéquates permettent à la migration de libérer son plein potentiel et d'apporter des avantages de développement importants aux pays d'origine et de destination.<br><br>En ce sens, le projet répond également à «l'ODD 10 - Réduire les inégalités» contribuant à atteindre les cibles :<br>10.3 Assurer l'égalité des chances et réduire l'inégalité des résultats, notamment en éliminant les lois, politiques et pratiques discriminatoires et en promouvant l'adoption de lois, politiques et mesures adéquates en la matière<br>10.4 Adopter des politiques, notamment sur les plans budgétaire, salarial et dans le domaine de la protection sociale, et parvenir progressivement à une plus grande égalité<br>10.7 Faciliter la migration et la mobilité de façon ordonnée, sans danger, régulière et responsable, notamment par la mise en oeuvre de politiques de migration planifiées et bien gérées<br>Le projet va contribuer avec un plaidoyer pour des propositions concrètes sur la ratification des conventions OIT, création de tables de concertation et échange entre les syndicats et les institutions de la CEDEAO, notamment pour prendre en charge l'énorme question du travail informel qui laisse les travailleur.euse.s sans aucun type de protection social. Le projet contribue à l'atteinte de « ODD13 - Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions » au sens que les changements climatiques constituent l'un des facteurs de migration. Le projet répond ainsi à « l'initiative verte de l'OIT »<br>13.3 : Améliorer l'éducation, la sensibilisation et les capacités individuelles et institutionnelles en ce qui concerne l'adaptation aux changements climatiques, l'atténuation de leurs effets et la réduction de leur impact et les systèmes d'alerte rapide.<br>Des mesures de plaidoyer en ce sens sont comprise dans l'activité du présent projetvers des politiques de création des emplois verts dans le cadre du travail décent.<br><br>Enfin, vue aussi la centralité dans l'appel à proposition, dans la conviction que les partenariats mondiaux sont fondamentaux pour le développement durable (ODD 17), le projet s'efforcera d'apporter sa contribution aux cibles suivantes:<br>• 17.9 (Renforcement des capacités) Apporter, à l'échelon international, un soutien accru pour assurer le renforcement efficace et ciblé des capacités des pays en développement et appuyer ainsi les plans nationaux visant à atteindre tous les objectifs de développement durable, notamment dans le cadre de la coopération Nord-Sud et Sud-Sud et de la coopération triangulaire<br>17.16 Renforcer le Partenariat mondial pour le développement durable, associé à des partenariats multipartites permettant de mobiliser et de partager des savoirs, des connaissances spécialisées, des technologies et des ressources financières, afin d'aider tous les pays, en particulier les pays en développement, à atteindre les objectifs de développement durable<br>17.17 Encourager et promouvoir les partenariats publics, les partenariats public-privé et les partenariats avec la société civile, en faisant front sur l'expérience acquise et les stratégies de financement appliquées |
| **Objectif (s): décrire comment ce projet contribue aux objectifs de l'appel** | Le projet contribue aux objectifs de l'appel à proposition en ce qui regarde :<br>- renforcement du rôle de la société civile – notamment les syndicats – en tant que organisations démocratiques pour une gouvernance participative des processus sociaux - politiques<br>- en promouvant l'adoption de lois, politiques et mesures adéquates à niveau de la CEDEAO et des pays concernés sur les droits reliés à la mobilité humaine et le developpement du capital humain de l'espace communautaire.<br>- pour la mise en ouvre des ODDS 8, 10 et 17 pour atteindre une majeure et meilleure application du droit à la mobilité, du travail décent, de la protection sociale<br>- tout en mobilisant les partenariat entre membres et partenaires de Solidar. |
| **Activités: décrivez les activités prévues dans la action** | L'action prévoit la réalisation d'une Conférence régionale en tant que activité de plaidoyer pour les droits des migrant.e.s dans le contexte de la CEDEAO, en tant que institution régionale qui règle déjà certains aspects liés à la mobilité humaine. En 2021 l'étude « SYNDICATS ET MIGRATIONS DANS L'AFRIQUE DE L'OUEST : PROBLÈMES, DÉFIS, PROPOSITIONS POUR UN AGENDA SYNDICAL. Les cas du Mali, du Niger et du Sénégal ». Résultat du projet «Feuille de route pour les droits des migrants au travail : une enquête syndicale », chef de file USTN, soutenu par CGIL et Nexus, partenaires CARISM et ASNAM , l'étude a examiné la législation et le contexte de la migration ainsi que le rôle joué par les syndicats, en décrivant les activités menées en apportant des éléments de réponse aux implications des syndicats dans la défense de la main d'œuvre étrangère, en identifiant des propositions claires. L'étude veut stimuler le dialogue social, le débat et la prise de décisions des institutions nationales et de la CEDEAO sur le thème des migrations de travail et donc se configure comme la base de discussion pour l'activité prévue dans la présente action.<br><br>Les migrations internationales animent une dynamique de régionalisation aux réseaux multiples qui imbriquent les dimensions locales et les circulations globales. Il s'agit de mobilités multiples qui parcourent cet espace dont au fil des crises humanitaires annoncées par l'Europe on a tendance à oublier. Si l'Afrique est objectivement un continent en mouvement, cela ne signifie pas forcément que tout.e.s les Africain.e.s vont en Europe. Un aspect préliminaire, qui n'est presque jamais mentionné, est que même en Afrique, une migration interne vers le même continent prévaut. Comme en Asie et en Europe, aussi en Afrique la plupart des migrants internationaux se déplacent également à l'intérieur du même continent. Selon les données de l'OIM, en 2019, plus de 21 millions d'Africains vivaient dans un autre pays africain, une augmentation significative à partir de 2015, alors qu'environ 18,5 millions d'Africains vivaient dans la région. Le nombre d'Africains vivant dans différentes régions a également augmenté au cours de la même période, passant d'environ 17 millions en 2015 à près de 19 millions en 2019.<br><br>A la conférence participeront tous les partenaires du projet – USTN, CGIL, Nexus, CARISM, ASNAM, UNSTB et CSA qui inviteront les représentants de la CEDEAO, de la CSI Afrique, du Gouvernement du Niger et de la RSMMS pour identifier les objectifs, la stratégie et le feuille de route partagés pour arriver à établir un fort processus de dialogue social régionale, dans le cadre de la migration de travail interne à la CEDEAO. |
| **Groupe cible: précisez qui sera le bénéficiaire direct de l'action** | Un groupe cible bénéficiaire direct de l'action sont les centrales syndicales de 4 pays – Niger-Sénégal-Mali-Benin – actifs dans le domaine de l'organisation et représentation collective des travailleuses et travailleurs migrants. Les centrales syndicales impliquées dans ce projet ont auront la possibilité de renforcer et d'établir des relations bilatérales et multilatérales avec d'autres organisations syndicales européennes et africaines, des membres de Solidar et des institutions CEDEAO, tout en renforçant leur voix et l'incidence de leur actions. L'autre groupe cible bénéficiaire direct de l'action sont les travailleur.euse.s migrant.e.s de la sous région ouest africaine qui bénéficieront d'une meilleure représentativité de leur intérêts. |
| **Durée de l'action (nombre indicatif de semaines)** | 20 |
| **Lieu de mise en œuvre (emplacement)** | Niamey, Niger |
| **Comment comptez-vous garantir la pérennité de l'action?** | Les centrales syndicales impliquées dans le projet s'occupent de façon institutionnelle de la migration de travail dans leur pays et dans la sous région ouest africaine, ainsi que des processus de dialogue sociale. La pérennité de l'action est donc garantit par l'engagement des partenaires et des parties prenantes de l'action qui collaborent depuis 2018 et qui sont alliés dans la lutte pour des meilleures conditions de travail et de vie des migrant.e.s en Afrique et en Europe. |
| **La proposition fait-elle partie d'une action existant plus vaste? Si oui, veuillez préciser** | L'action fait partie de plusieurs activités plus vastes. Notamment :<br>-activité de renforcement de capacités et de planification stratégique menées dans le cadre du Réseau Syndical Migrations Méditerranéennes et Subsahariennes – RSMM, en place depuis 2014<br>-projet "Re.Mi. : Réseaux pour la Migration sure: société civile, droits, services, travail" à mettre en œuvre au Niger par Nexus ER (Chef de file) et USTN dans la région de Niamey, avec une durée prévue de 36 mois financé par l'Agence de Coopération Italienne AICS dont l'OBJECTIF GÉNÉRAL est Réduire les risques de la migration non sûre et renforcer la protection des droits humains, sociaux et économiques des migrants et des migrants de retour au Niger et l' OBJECTIF SPECIFIQUE : Renforcer les services d'assistance/protection et activer des processus de prévention, d'inclusion et de réinsertion des migrants à risque ou déjà en situation de vulnérabilité dans la ville de Niamey par le dialogue social. |
| **La proposition est-elle liée à une politique et / ou à un processus de l'UE? Si oui, veuillez préciser** | La proposition s'insère dans les mécanismes du Sommet Union Africaine et Union Européenne, ce qui a conduit à l'établissement d'un nouveau partenariat où les pays africains occupent une place plus importante dans la négociation des intérêts. La déclaration du Sommet a établi une série de priorités, dont la mobilité humaine, le soutien à l'intégration économique ainsi que la paix et la sécurité, afin de pouvoir traiter les questions systémiques qui lient l'UE à l'Afrique. Cette proposition peut donc interagir avec le mécanisme de suivi du sommet établi entre l'UA et l'UE pour surmonter la vision sécuritaire de la mobilité humaine. |
| **Précisez comment l'action contribuera aux résultats attendus** | R1 Les synergies des acteurs travaillant dans le domaine de la mobilité humaine dans 4 pays de l'Afrique de l'Ouest et des membres de Solidar renforcées<br>R3 Les causes et les conséquences des migrations de travail sont discutées et traitées par les parties prenantes dans le cadre du dialogue social aux niveaux national et régional CEDEAO, en vue de promouvoir des politiques et des mesures adaptées et convenable à la promotion de la liberté de circulation et du travail décent ainsi que le developpement du capital humain de l'espace communautaire qui est un concept nouveau de l'institution sous régionale.<br>L'action contribuera aux résultats attendus grâce à la réalisation d'une activité bien identifiée et stratégiquement conçue de façon participative qui cible pour la premier fois l'innovation des politiques migratoires au sein de la CEDEAO en tant que facteur de développement local. |

## 4. Budget de l'action

| | |
|---|---|
| **Précisez le budget total de l'action (en €)** | 16 000,00 € |